

convention comporte une question plus importante que celle d'une industrie ou d'une entreprise particulière. Je veux parler de la somme énorme de capitaux anglais qui ont été placés au Canada dans l'intention de développer les grandes entreprises industrielles et commerciales du pays. L'honorable député de Toronto-nord (M. Foster) a déclaré d'une façon absolue et l'honorable député de Lambton-est (Armstrong) l'a répété après lui, que le résultat de cette convention avait pour effet de faire retirer les capitaux anglais du Canada et de rendre excessivement difficile la possibilité d'obtenir de nouvelles avances de capitaux anglais en vue du développement industriel et agricole du pays.

J'ai sous les yeux une entrevue accordée par un financier important de Londres, dont nous connaissons tous le nom, M. Grenfell, beau-fils du distingué Gouverneur général du Canada en ce moment. M. Grenfell est un associé de la maison de banque Chaplin, l'agence canadienne de la première maison d'émission de valeur canadiennes à Londres. Un cablogramme reçu ici hier, prête à M. Grenfell les paroles suivantes qu'il a prononcées dans une entrevue :

Mon récent voyage au Canada m'a convaincu que les Canadiens se sont parfaitement rendu compte du progrès et de la prospérité que les manufactures canadiennes ont acquies à l'aide de l'argent qui a été envoyé au Canada par des capitalistes anglais à un chiffre de plus de £30,000,000 par année. Je suis convaincu que la première chose qui a été prise en considération par les ministres canadiens a été de savoir si l'arrangement de réciprocité avec les Etats-Unis pourrait affecter les énormes capitaux engagés dans les affaires du Canada.

De grands bénéfices matériels découleront pour le Canada tant du côté des industries manufacturières que des industries agricoles de l'ouverture des marchés américains. La prospérité future du Canada sera largement basée sur la fermeté de l'industrie agricole et l'augmentation de valeur des fermes de l'Ouest qui découlera de la réciprocité sera une sûreté plus grande qu'on ne saurait le supposer pour les capitaux anglais. Les marchés libres et plus considérables que la réciprocité ouvrira aux fermiers de l'Ouest, occasionneront une demande plus grande pour les produits des manufactures de l'Est. Les hommes d'état canadiens ont profité de la situation.

Il semble qu'ils aient obtenu de splendides conditions pour le Canada en donnant en échange aux Américains ce que ces derniers pouvaient prendre simplement sans demander la permission au Canada, en abaissant leur tarif.

Les capitalistes anglais s'apercevront rapidement que de nombreux avantages commerciaux découleront de la convention de réciprocité entre le Canada et les Etats-Unis et ils seront très heureux de profiter des occasions d'engager leurs capitaux dans des affaires canadiennes sûres, c'est-à-dire de placer leur capitaux à de gros intérêts tout en travaillant au développement de l'empire.

M. KYTE.

Je prétends, monsieur le Président, que ces déclarations provenant de personnes bien renseignées, qui ont l'autorité voulue pour s'exprimer sur la question, sont des arguments beaucoup plus convaincants pour arriver à une conclusion juste sur l'effet réel de cette convention de réciprocité sur les industries canadiennes, que toutes les rêveries endormantes de l'honorable député de Lambton-est. Mon honorable ami (M. Armstrong) a dit aussi que le chemin de fer de la baie d'Hudson devrait être abandonné parce que ce serait en réalité un gaspillage d'argent que de le construire car en vertu de cette convention le commerce serait détourné de ce chemin de fer pour s'en aller par les lignes américaines.

M. ARMSTRONG: L'honorable député (M. Kyte) est encore à côté du but. Je n'ai pas fait la déclaration qu'il vient de m'attribuer.

M. KYTE: L'honorable député a déclaré qu'un des résultats de la réciprocité serait que le chemin de fer de la baie d'Hudson serait inutile au Canada et bien que j'aie pu paraphraser sa déclaration et ne pas citer ses paroles exactes, je crois que le harsard confirmera qu'en réalité c'est ce qu'il a dit.

M. ARMSTRONG: Je vous demande, monsieur le Président, de faire lire le harsard à l'honorable député et il y trouvera ce que j'ai dit, à savoir que si les affirmations des habitants de l'Ouest sont vraies quand ils disent qu'ils veulent commercer avec Chicago et New-York, alors nous n'avons pas besoin du chemin de fer de la baie d'Hudson, et cette déclaration a pris dans mon discours la forme interrogative.

M. KYTE: J'accepte la correction et je laisse néanmoins la question au point où je l'ai placée.

M. ARMSTRONG: Non.

M. KYTE: L'honorable chef de l'opposition en parlant il y a quelque temps de ce chemin de fer de la baie d'Hudson s'est exprimé ainsi :

L'Ouest est en ce moment très intéressé à la construction du chemin de fer de la baie d'Hudson. L'opinion n'est pas unanime au Canada sur les services qui seront rendus aux habitants de l'Ouest par la construction de cette voie ferrée. J'espère qu'elle pourra leur procurer toute l'aide qu'ils attendent et alors, dans le moindre doute, on devrait procéder à sa construction sans délai.

Voilà l'opinion du chef de l'opposition sur la construction du chemin de fer de la baie d'Hudson et nous pouvons en conclure qu'il ne considère pas que la présente convention douanière nuira à la réalisation de cette grande entreprise, comme voudrait nous le faire croire mon honorable ami (M. Armstrong).